

# C.C.T.P. COMMUN

## LIMITES DE PRESTATIONS

### CTI SOPHIA ANTIPOLIS



### REFECTION CFO/CFA/SSI, CVC ET SANITAIRES

1035 route des Crêtes– 06560 VALBONNE

#### **MAÎTRE D'OUVRAGE**

CENTRE DE TRAITEMENT INFORMATIQUE  
DE LA CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE À VALBONNE  
1035 route des Crêtes  
06560 VALBONNE



POLE INTER-REGIONAL DE COMPETENCES IMMOBILIERES PACA ET CORSE

#### **BUREAU D'ETUDES – MAÎTRE D'OEUVRE**

S.A.S. B.E.T. DIMA  
8, rue JP Pasqualini – Le SAPHO entrée C  
06800 - CAGNES-SUR-ME



#### **CONTRÔLE TECHNIQUE / SPS**

SOCOTEC  
1681 route des Dolines,  
CS 10172, 06560 VALBONNE




Phase :

Lot :

**DCE**

**00 – Dispositions communes**

	Version		Indice	Date	Sujet de l'indice actuel :  Emission Originale
	Définitive		0	05/09/2025	
	Réf. Affaire	Phase	Rédacteur		
	622	DCE	DIMA		

## SOMMAIRE

<b>1 : Introduction .....</b>	<b>5</b>
<b>1.1 : Objet du présent CCTP .....</b>	<b>5</b>
<b>1.2 : Introduction .....</b>	<b>5</b>
<b>1.3 : Contexte du projet.....</b>	<b>5</b>
<b>1.4 : Contraintes du projet .....</b>	<b>6</b>
<b>1.5 : Projet .....</b>	<b>6</b>
1.5.1 : Localisation.....	6
1.5.2 : Références cadastrales.....	7
1.5.3 : Descriptif du bâtiment .....	7
1.5.4 : Classement de l'établissement.....	7
<b>1.6 : Phasage .....</b>	<b>8</b>
<b>1.7 : Contrôle technique .....</b>	<b>8</b>
<b>1.8 : Sécurité .....</b>	<b>8</b>
1.8.1 : Protection et prévention des accidents .....	8
<b>1.9 : Coordination entre les corps d'etat .....</b>	<b>9</b>
<b>1.10 : Respect du permis de construire et plans d'aménagement intérieur.....</b>	<b>9</b>
<b>1.11 : Documents de consultation .....</b>	<b>9</b>
<b>1.12 : Visite préalable Obligatoire .....</b>	<b>9</b>
<b>1.13 : Nature des prix .....</b>	<b>10</b>
<b>1.14 : Liste des pieces et documents du marche .....</b>	<b>10</b>
<b>1.15 : Personnel .....</b>	<b>10</b>
<b>1.16 : Plan local insertion pour l'emploi (PLIE) .....</b>	<b>10</b>
<b>1.17 : Obligation administratives .....</b>	<b>10</b>
1.17.1 : Assurance .....	10
<b>1.18 : Occupation des locaux .....</b>	<b>11</b>
<b>1.19 : Conformite aux regles de construction.....</b>	<b>11</b>
1.19.1 : Regles generales.....	11
1.19.2 : Decrets et reglements .....	11
<b>2 : Prescription de chantier.....</b>	<b>12</b>
<b>2.1 : Préparation de chantier .....</b>	<b>12</b>
2.1.1 : Préparation de chantier interentreprise .....	12
2.1.2 : Documents a remettre pendant la periode de préparation.....	12
2.1.3 : Documents d'exécution .....	13
2.1.4 : Synthèse .....	13
2.1.5 : Branchement concessionnaire durant la phase chantier .....	13
<b>2.2 : Relations avec les services officiels et concessionnaires .....</b>	<b>13</b>

<b>2.3 : Compte prorata .....</b>	<b>14</b>
<b>2.4 : Compte inter entreprise .....</b>	<b>14</b>
<b>2.5 : DEGRADATIONS .....</b>	<b>14</b>
<b>2.6 : Gardiennage .....</b>	<b>14</b>
<b>2.7 : Utilisation et entretien des voies et abords.....</b>	<b>14</b>
<b>2.8 : Gestion des accès.....</b>	<b>15</b>
<b>2.9 : Emprise chantier .....</b>	<b>15</b>
2.9.1 : Protection diverses.....	15
2.9.2 : Propreté du chantier .....	15
2.9.3 : Déchets / Environnement .....	15
2.9.4 : Interdiction .....	16
<b>2.10 : Permis feu .....</b>	<b>16</b>
<b>2.11 : Protection des ouvrages des entreprises .....</b>	<b>16</b>
<b>2.12 : Moyen de levage.....</b>	<b>16</b>
<b>2.13 : Echafaudage .....</b>	<b>17</b>
<b>2.14 : Percement-scellement-Calfeutrement .....</b>	<b>17</b>
<b>2.15 : Reglementation thermique .....</b>	<b>18</b>
2.15.1 : Performances .....	18
<b>2.16 : Echantillons .....</b>	<b>18</b>
<b>2.17 : Installation générale de chantier .....</b>	<b>19</b>
<b>2.18 : Alimentation de chantier.....</b>	<b>20</b>
<b>2.19 : Installation électrique de chantier .....</b>	<b>20</b>
2.19.1.1 : Liaisons électriques : .....	21
<b>2.20 : ascenseur en phase chantier.....</b>	<b>21</b>
<b>3 : Prescription de mise en œuvre .....</b>	<b>22</b>
<b>3.1 : Conditions d'exécution.....</b>	<b>22</b>
<b>3.2 : Contraintes d'exécution .....</b>	<b>22</b>
<b>3.3 : Matériaux – Conditions de mise en œuvre.....</b>	<b>22</b>
<b>3.4 : Réception de support.....</b>	<b>23</b>
<b>3.5 : Tolerances .....</b>	<b>23</b>
<b>3.6 : Produit et matériaux.....</b>	<b>23</b>
<b>3.7 : contrôle interne.....</b>	<b>24</b>
<b>3.8 : Essai et Contrôles A.Q.C. ....</b>	<b>24</b>
<b>4 : Réception.....</b>	<b>25</b>
<b>4.1 : Documents techniques de fin de travaux .....</b>	<b>25</b>
<b>4.2 : DIUO .....</b>	<b>25</b>
<b>4.3 : Garantie de parfaite achèvement .....</b>	<b>26</b>
<b>5 : Limite de prestations .....</b>	<b>27</b>



# 1 : INTRODUCTION

## 1.1 : OBJET DU PRESENT CCTP

Le présent CCTP a pour objet la définition des travaux à exécuter dans le cadre du lot n°00 Dispositions communes à tous les corps d'état concernant les travaux prévus sur le site du CTI situé 1035 route des Crêtes– 06560 VALBONNE

Le projet est composé de 3 lots distincts :

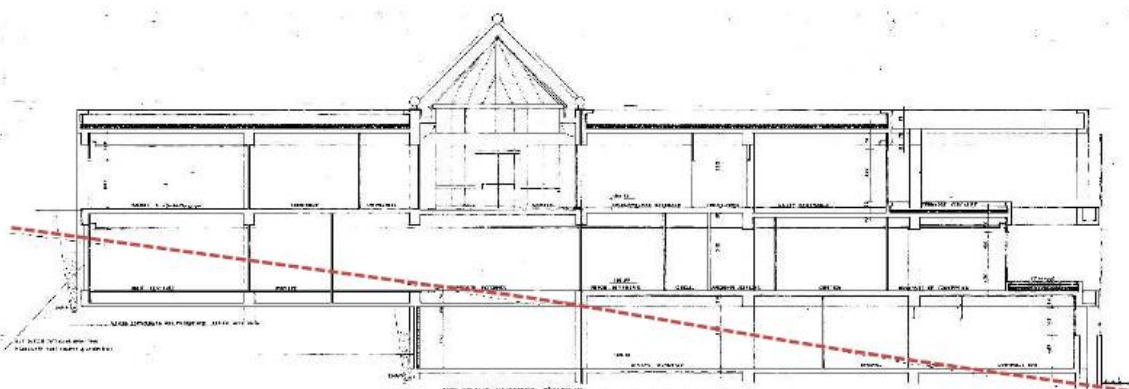
- Lot 01 : Electricité
- Lot 02 : Plomberie\_CVC
- Lot 03 : Second Œuvre\_VRD

## 1.2 : INTRODUCTION

Le présent document a pour objet de présenter le projet concernant la réfection des réseaux de courant fort et VDI ainsi que la réfection des sanitaires et réhabilitation de la ventilation du centre de traitement informatique de la caisse nationale d'assurance maladie à Valbonne.

Le bâtiment date de 1987 (date du permis de construire)

Il s'agit d'une construction en béton armé de type poteaux/poutre et prédalles de 3 niveaux dont 2 semi-enterrés.



## 1.3 : CONTEXTE DU PROJET

Les besoins sont multiples en termes de normes, réglementations et de vétusté.

Les contraintes de financement imposent un montage en plusieurs opérations :

Le périmètre des travaux couvre à savoir :

- Le remplacement complet des câblages courant faible existant suivant le cahier des charges du CNGR,
- La suppression des installations Haute Tension et de tous les équipements s'y afférant. Ainsi que :
- La mise aux normes en vigueur des tableaux courant fort,
- La réalimentation des postes de travail en CFO/CFA,
- La purge des anciens réseaux en plénums et faux planchers, compris SSI sans nécessité,
- La dépose/repose ou le remplacement des faux-plafonds et des luminaires,
- Les reprises ponctuelles de peinture et de plinthes (après suppression des goulottes),
- La réfection des sanitaires et accessibilité PMR.
- La création d'un réseau de ventilation double flux et mise en conformité des réseaux de VMC existants.

BET DIMA	Réf. Affaire	Phase	Indice	Date de l'indice	Rédacteur	Version	Page
	622	DCE	01	05/09/2025	DIMA	Définitive	5 / 28



## 1.4 : CONTRAINTES DU PROJET

### LES TRAVAUX SERONT RÉALISÉS EN SITE OCCUPÉ

- Les locaux restent en activité :
  - Un cloisonnement sera mis en place entre les parties chantier et locaux utilisés par le Maître de l'Ouvrage.
  - Les accès chantiers et locaux en activité seront totalement séparés.
  - Les émissions sonores seront minimisées au maximum.
  - La pollution de l'air ambiant devra être maîtrisée.
  - Les livraisons seront programmées pour ne pas gêner les accès.
  - Les zones extérieures seront maintenues propres en permanence.
  - La base vie et la zone de stockage seront sécurisées.
- Toutes les demandes du CSPS seront prises en compte immédiatement.
- Toutes les demandes organisationnelles émanant du Maître de l'Ouvrage ou du Maître d'œuvre seront prises en compte sans délais.

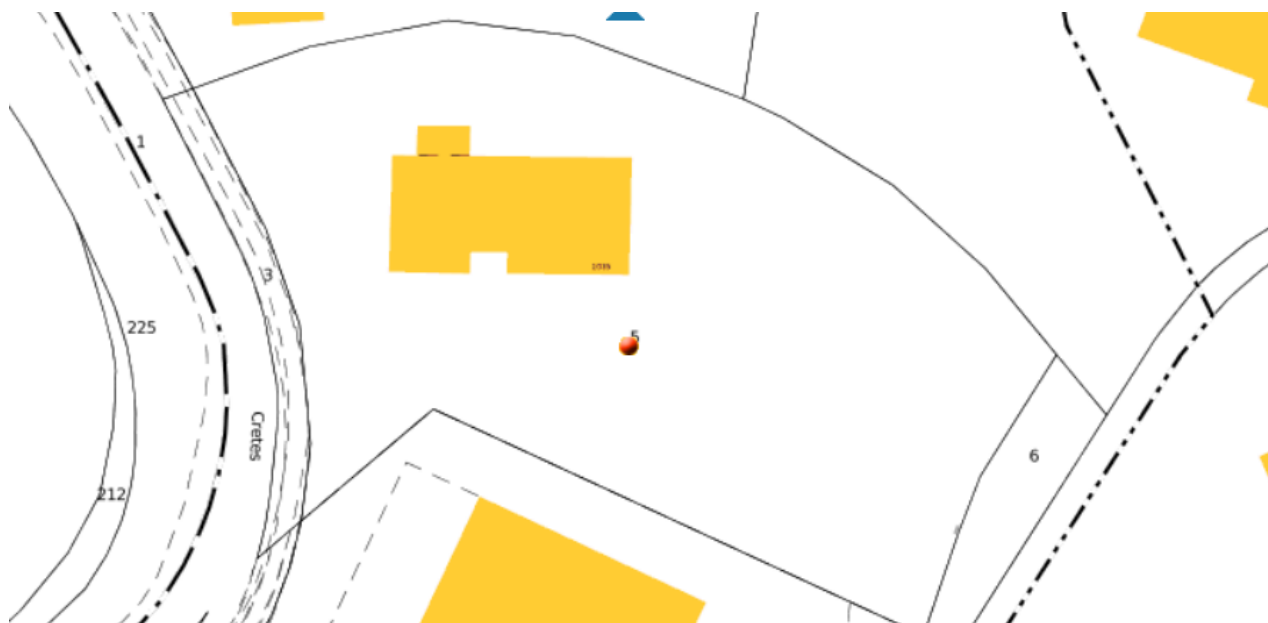
## 1.5 : PROJET

### 1.5.1 : LOCALISATION

Le projet est situé 1035 route des Crêtes– 06560 VALBONNE en plein cœur de la technopole de SOPHIA ANTIPOLIS.



### 1.5.2 : REFERENCES CADASTRALES



Section AD

Parcelle n°05

### 1.5.3 : DESCRIPTIF DU BATIMENT

Le bâtiment est réalisé sur 3 étages plus une toiture accessible via une échelle à crinoline :

- RDC Haut

Nommé niveau 3 est l'entrée principale avec ; il comprend le hall d'accueil (sans réception de public), les bureaux administratifs, de direction et salle du conseil.

- Niveau 2

Qui abrite des plateaux de bureaux et les locaux où se trouvait le data center avant sa dépose

- RDC Bas

Nommé niveau 1, il abrite un autre plateau de bureaux, les locaux de stockage et techniques, ainsi que l'espace réfectoire.

- Toiture

Surfaces données au programme à titre indicatif :

Niveaux	SHOB	SDP	SUB
1 (rdc bas)	620	498	471
2	965	665	644
3 (rdc haut)	735	443	422
Toiture haute	406	0	0
<b>TOTAL m²</b>	<b>2726 m²</b>	<b>1606 m²</b>	<b>1537 m²</b>

### 1.5.4 : CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Il s'agit d'un Etablissement recevant des travailleurs

- ERT – Immeuble de Bureaux 2<sup>ème</sup> catégorie

## 1.6 : PHASAGE

Les travaux sont à réaliser selon le planning enveloppe de l'opération.

Les travaux se dérouleront en trois phases par niveau, la rénovation des 6 sanitaires feront l'objet d'une seule phase isolée du reste des travaux et se dérouleront en début de chantier.

## 1.7 : CONTROLE TECHNIQUE

Il est rappelé que le Maître d'ouvrage fait appel à un organisme spécialisé désigné dans le présent C.C.T.P. sous le terme général de "Contrôleur Technique" ou « bureau de contrôle ».

Les Entrepreneurs sont tenus de laisser à tout moment les représentants du Contrôleur Technique sur le chantier et le visiter et leur permettre tout contrôle, prélèvement d'échantillons, examen de plans, etc.

Les Entrepreneurs sont tenus de soumettre au Contrôleur Technique, avant exécution, leurs plans, études et calculs, et de se conformer pendant l'exécution des travaux aux observations ou recommandations de celui-ci.

En cas de réalisation par l'entreprise d'ouvrage ayant un avis défavorable du bureau de contrôle, cette dernière devra procéder à ses frais à la suppression de toutes non-conformité (y compris de toutes les incidences sur les autres corps d'états)

## 1.8 : SECURITE

Il est rappelé que le Maître d'ouvrage fait appel à un organisme spécialisé désigné dans le présent C.C.T.P. sous le terme général de SPS

Les Entrepreneurs sont tenus de laisser à tout moment les représentants du CSPS pénétrer sur le chantier et le visiter et leur permettre tout contrôle, prélèvement d'échantillons, examen de plans, etc.

En cas de réalisation par l'entreprise d'ouvrage ayant un avis défavorable du CSPS, cette dernière devra procéder à ses frais à la suppression de toutes non-conformité (y compris de toutes les incidences sur les autres corps d'états)

Les Entrepreneurs sont tenus de soumettre au CSPS, avant exécution, leurs PPSPS, leur plan d'installation de chantier et de réaliser la visite d'inspection commune, et de se conformer pendant l'exécution des travaux aux observations ou recommandations de celui-ci.

### 1.8.1 : PROTECTION ET PREVENTION DES ACCIDENTS

Pour la protection et préventions des accidents l'entreprise devra être en conformité avec les décrets en application à la date de réalisation des travaux.

Est joint au dossier de consultation, le Plan de prévention rédigé par le coordonnateur chargé de l'opération, ce document est contractuel et définit les principes à mettre en œuvre pour assurer la sécurité du travail.

L'entreprise devra se conformer aux règlements de sécurité en vigueur. Elle doit en particulier :

- Mettre en place tous les dispositifs assurant la sécurité du chantier, des voies publiques et des voies privées.
- Mettre en place des gardiens pour toutes interventions sur la voie publique.
- Ne pas charger les camions sur la voie publique sauf autorisations particulières obtenues.
- Fournir et poser des panneaux de sécurité en voirie, aux sorties de chantier, après avoir obtenu l'autorisation de l'Administration compétente.

L'Entrepreneur sera exclusivement responsable de tous les accidents de quelque nature qu'ils soient à dater de l'ordre de service de commencer les travaux. Il doit être titulaire d'une Police d'Assurance couvrant sa responsabilité civile.

Il doit également se conformer au texte approuvé le 11 juin 1980, par le Comité Technique National Des Industries Du Bâtiment Et Des Travaux Publics, concernant les mesures de prévention des accidents et mesures d'hygiène, ainsi qu'aux mesures réglementaires du titre VI du décret du 8 janvier 1965

BET DIMA	Réf. Affaire	Phase	Indice	Date de l'indice	Rédacteur	Version	Page
	622	DCE	01	05/09/2025	DIMA	Définitive	8 / 28



## 1.9 : COORDINATION ENTRE LES CORPS D'ETAT

La mission d'OPC est incluse à la mission du MOE d'exécution, cependant les entreprises devront assurer une parfaite coordination entre les corps d'état, en s'appuyant sur la planification mise en œuvre.

Cette coordination devra répondre aux critères suivants

- Refléter de l'avancement des travaux
- Mettre en évidence les points critiques
- Mettre en place des processus de communication
- Synthétiser l'action de tous les intervenants

Sauf cas exceptionnel, le Maître d'Œuvre ou le bureau de contrôle n'interviendront pas pour régler des problèmes d'interfaces entre les différents intervenants.

## 1.10 : RESPECT DU PERMIS DE CONSTRUIRE ET PLANS D'AMENAGEMENT INTERIEUR

Les entreprises devront se conformer aux prescriptions du permis de construire (hauteurs, aspect et configuration des façades...) ainsi qu'aux dispositions d'aménagement intérieur des logements, suivant les plans architectes remis dans le cadre de la présente consultation.

Tout écart par rapport à ces dispositions devra être signalé, avant réalisation, pour prise de décision par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre. Dans le cadre d'une réalisation par l'entreprise sans respecter le délai de validation de la maîtrise d'œuvre et du maître d'ouvrage, l'entreprise devra procéder à la suppression des non-conformités à ses frais.

## 1.11 : DOCUMENTS DE CONSULTATION

Tous les travaux seront exécutés conformément aux prescriptions du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), des Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) relatifs à chaque lot. Les ouvrages sont réputés complets. Ils sont définis par les pièces dessinées en plans, coupes, façades et par le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières Commune (CCTPC). Le présent document est un document contractuel qui complète le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) de chaque lot.

L'ensemble de ces documents constituant un tout qui définit la prestation.

Le fait de soumissionner constituera pour les Entrepreneurs, un engagement à respecter les prescriptions et prévisions suivantes :

- Lors de l'étude du projet et avant la remise de son offre, les Entrepreneurs doivent prendre connaissance et tenir compte des conditions et des exigences exposées dans le présent document « Cahier des clauses techniques particulières communes à tous les lots (C.C.T.P.C) » et dans chaque « Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) » des lots.
- Les différentes pièces constitutives du marché ont pour objet de décrire, d'une manière aussi précise que possible, la nature et la position des ouvrages à exécuter. Toutefois, ce document ne pouvant prétendre à la description absolument détaillée de toutes les opérations à effectuer, les Entrepreneurs devront étudier avec soin les pièces remises, se renseigner sur tout ce qui aurait pu leur paraître douteux, visiter les lieux où doivent s'effectuer les travaux afin d'apprécier l'étendue de leur intervention.

Ils ne pourront en aucun cas, arguer d'une erreur d'interprétation, ni se prévaloir d'omissions ou de manque de renseignements, pour refuser d'exécuter les travaux nécessaires, à la parfaite et complète exécution des ouvrages.

Avant la remise de leur offre, les entrepreneurs auront présenté toute observation ou suggestion qu'ils auront jugé utile aux dispositions du projet et aux solutions techniques retenues.

A la remise de leur offre, les Entrepreneurs sont réputés être en parfaite connaissance du projet.

## 1.12 : VISITE PREALABLE OBLIGATOIRE

Les Entreprises sont réputées s'être rendu compte, par une visite du site préliminaire au dépôt de son offre, de l'état des lieux, des possibilités d'accès, des difficultés éventuelles d'exécution des travaux et en général des sujétions locales à prendre en considération pour sa spécialité, notamment la prise en compte au niveau de son mode opératoire, de l'obligation d'utiliser les matériels les moins bruyants et les moins polluants.

Ils ne pourront, en aucun cas, se prévaloir d'une non-connaissance des lieux et devront intégrer dans leur chiffrage les difficultés qui n'auraient pas été décrites dans ce C.C.T.C. (Accès, voies...), ou dans les

BET DIMA	Réf. Affaire	Phase	Indice	Date de l'indice	Rédacteur	Version	Page
	622	DCE	01	05/09/2025	DIMA	Définitive	9 / 28

CCTP propre à chaque lot.

En outre les entreprises prendront en compte la difficulté de stationnement des véhicules sur le site et devront toute mesure et toute action pour palier à cette difficulté, en accord avec la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'Œuvre.

### 1.13 : NATURE DES PRIX

Les prix sont globaux et forfaitaires, il sont contractuellement réputés comprendre sans que cette énumération soit limitative :

- Toutes les sujétions d'exécution quelles qu'elles soient compte tenu des conditions particulières du site d'une part et du projet d'autre part, que l'entrepreneur est réputé parfaitement connaître.
- Toutes les contraintes liées aux existants et à leur raccordement,
- Les sujétions pour travaux en recouvrement avec ceux des autres lots.
- Les frais liés au compte prorata

Les prix comprendront également tous les frais de chantier et autres dans les conditions définies aux pièces écrites.

En résumé, le montant final des travaux est réputé comprendre tous les travaux nécessaires à la réalisation complète et parfaite des ouvrages objet du présent marché.

Dans l'hypothèse où la maîtrise d'œuvre fournirait un cadre DPGF renseigné de quantités, l'entreprise se doit d'en vérifier l'exactitude avant remise de son offre. Si l'entreprise ne souhaite pas vérifier et changer les quantités remises par la maîtrise d'œuvre alors elle les considérera comme les siennes et ne pourra prétendre à aucune réclamation ultérieure en cas d'erreur.

### 1.14 : LISTE DES PIÈCES ET DOCUMENTS DU MARCHÉ

Les travaux seront réalisés dans les conditions prescrites et conformément aux documents particuliers figurant au marché. Voir CCAP Article 2.

### 1.15 : PERSONNEL

Le personnel travaillant sur le chantier devra être identifiable avec à minima son nom et le nom de l'entreprise qui l'emploie et portera une chasuble de couleur fluorescente au nom de l'entreprise qui l'emploie.

D'une manière générale, l'entreprise doit indiquer au maître d'œuvre :

- Le nom du (ou des) responsable(s) du chantier,
- Le nom et la qualification des différents intervenants sur le chantier,
- La nature de l'assistance technique des différents fabricants ou fournisseurs,
- Le nom et la qualification des techniciens qui assurent l'assistance technique.

### 1.16 : PLAN LOCAL INSERTION POUR L'EMPLOI (PLIE)

Voir conditions dans CCAP. Article 4.1

### 1.17 : OBLIGATION ADMINISTRATIVES

#### 1.17.1 : ASSURANCE

Tout procédé nouveau de construction n'entrant pas dans le cadre des prescriptions des normes mentionnées, devra faire l'objet d'un avis technique du C.S.T.B. et recevoir l'acceptation en garantie des assurances pour pouvoir être accepté éventuellement par le bureau de contrôle, le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage.

En tout état de cause, les matériaux ou techniques non courantes mis en œuvre devront faire l'objet d'un avis technique ou d'une enquête spécialisée et bénéficier d'un classement en risque normal de l'AFAC.

## 1.18 : OCCUPATION DES LOCAUX

Aucune occupation des locaux ne sera acceptée à l'exception des zones prévu dans le plan d'installation de chantier joint au dossier de consultation TCE.

## 1.19 : CONFORMITE AUX REGLES DE CONSTRUCTION

La qualité des matériaux mis en œuvre et l'exécution des ouvrages doit répondre aux caractéristiques et conditions contenues dans les textes réglementaires intéressant la construction, rappelés dans le présent document, dans les différents Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) de chaque lot, ainsi que les documents normes et règlements suivants :

- Les Cahiers des Clauses Techniques D.T.U (Documents Techniques Unifiés) et Cahiers des Clauses Spéciales qui les accompagnent ainsi que les règles de calculs D.T.U (Documents Techniques Unifiés), applicables aux travaux.
- Les Normes Françaises de l'A.F.N.O.R (Association Française de Normalisation) définissant les différents composants des ouvrages.
- Les ATec (Avis Techniques) formulés par le C.S.T.B (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment)
- Les règles ou recommandations professionnelles formulées par les fabricants ou les organisations professionnelles.
- Les règles professionnelles d'exécution dite « de l'art ».
- Les prescriptions du Règlement Sanitaire Départemental (Alpes Maritimes) et, d'une façon générale, toutes les prescriptions particulières locales applicables.
- Les différentes normes et assimilées concernant les différents travaux lié au projet.

Tous ces textes parus lors de l'appel d'offres, imposés ou non par voie réglementaire sont applicables au présent marché, y compris les modifications qui leur ont été apportés par décret.

Sauf dérogations apportées par les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) propre à chaque lot, la qualité des matériaux et leur mise en œuvre devront être conforme aux stipulations des documents énumérées dans le présent Cahier des Prescriptions Communes à tous les lots (C.C.T.P - COMMUN) et leurs annexes, en vigueur, applicables aux marchés de travaux.

### 1.19.1 : REGLES GENERALES

L'entrepreneur de chaque lot est réputé connaître les documents suivants :

- D.T.U relatif à chaque prestation réalisée
- Règles neige et vent
- Réglementation concernant la sécurité des personnes, l'accessibilité PMR, la protection de la santé et la sécurité incendie.

### 1.19.2 : DECRETS ET REGLEMENTS

Les entreprises sont tenues de respecter les règles d'ordre public (Lois, décrets, arrêtés et règlements administratifs) qui s'appliquent à cette réalisation et notamment :

- Code du Travail
- Code de la Construction et de l'Habitation
- Décrets concernant la protection des travailleurs contre les risques électriques
- Règles de mitoyenneté
- Accessibilité aux handicapés physiques
- Réglementation acoustique RA 2000
- Réglementation thermique applicable aux bâtiments d'habitation, RT 2012
- Règlement Sanitaire Départemental
- Arrêté du 26 décembre 1994 concernant le coordonnateur de sécurité
- Réglementation concernant la sécurité incendie.
- Décrets et textes concernant la protection et la salubrité sur les chantiers du bâtiment et du TP.
- La norme française NF P 03-700 de décembre 2002 'Qualité des services associés aux prestations de travaux de bâtiment dans les marchés privés' ;

Cette liste est non limitative, il revient à l'entreprise de s'assurer des textes en vigueur et de leurs modalités d'application. En cas de non-conformité relevant de la responsabilité d'une Entreprise, les travaux de mise en conformité seront à sa charge.

BET DIMA	Réf. Affaire	Phase	Indice	Date de l'indice	Rédacteur	Version	Page
	622	DCE	01	05/09/2025	DIMA	Définitive	11 / 28

## 2 : PRESCRIPTION DE CHANTIER

### 2.1 : PREPARATION DE CHANTIER

Il est prévu une période de préparation du chantier de 1 mois

La phase de préparation répond à la préparation de chantier proprement dite avec la coordination interentreprises.

#### 2.1.1 : PREPARATION DE CHANTIER INTERENTREPRISE

Il s'agit :

- De mettre au point les modalités d'exécution des travaux. L'entreprise établira les plans techniques, afin qu'ils puissent être validés par le maître d'œuvre, les bureaux d'études et de contrôle avant tout démarrage de chantier, l'installation de chantier sera effectuée durant cette phase, les modalités d'accueil des personnels seront clairement définies, les plans d'hygiène et de sécurité seront établis, les autorisations diverses seront demandées.
- De permettre la mise au point technique du projet, il pourra être procédé à une lecture concertée des marchés avec chaque entreprise, afin que chacun ait effectivement connaissance des prestations qu'il s'est engagé à fournir.
- D'effectuer une coordination en amont entre les entreprises, chacune des entreprises s'informerait des tâches à réaliser par les autres, prendra connaissance des modes opératoires, des interfaces et repérera à l'avance les points pouvant entraîner des problèmes de qualité et de finition.
- De mettre au point l'organisation du chantier et les modalités de communication entre les intervenants ; Les différents acteurs du chantier seront clairement identifiés ainsi que leurs rôles, les uns par rapport aux autres.
- De s'assurer des approvisionnements, les moyens de stockage et de manutention seront précisés afin de garder aux fournitures leurs qualités contrôlées lors de la livraison, l'entreprise vérifiera auprès de ses fournisseurs les délais et les quantités, afin qu'il n'y ait pas de retard ou de rupture d'approvisionnement.
- De préciser les modalités du management de la Qualité et les règles générales applicables en matière de traitement des non-conformités (acceptation en l'état, démolition, rebut, réparation).
- De préciser comment seront stockés et envoyés en décharge les déchets, gravais et autres matériaux, en conformité avec les textes législatifs et réglementaires en vigueur.
- De faire connaître au personnel les tâches à réaliser ; Les entreprises se donneront les moyens d'informer à l'avance leur personnel sur les caractéristiques du chantier et sur les tâches précises qui seront à réaliser.
- De garantir la tranquillité et la sécurité des salariés du MOA pendant toute la durée du chantier ; en précisant les zones strictement imparties aux entreprises

De former et de sensibiliser à la qualité l'ensemble du personnel de l'entreprise afin d'assurer la qualité et son contrôle à tous les niveaux du processus de construction.

De préciser l'organisation pour respecter les objectifs environnementaux.

De désigner l'ensemble des sous-traitants.

#### 2.1.2 : DOCUMENTS A REMETTRE PENDANT LA PERIODE DE PREPARATION

De manière générale :

- Planning TCE détaillé par corps d'état
- Plan d'installation de chantier
- Inspections communes avec le CSPS et transmission du PPSPS
- Réunion échantillons
- Transmission de tous les documents d'exécution

Il appartiendra à l'ensemble des entrepreneurs séparés de se coordonner pendant la phase de préparation du chantier pour établir le plan d'installation de chantier sous la direction du maître d'œuvre.

BET DIMA	Réf. Affaire	Phase	Indice	Date de l'indice	Rédacteur	Version	Page
	622	DCE	01	05/09/2025	DIMA	Définitive	12 / 28

### 2.1.3 : DOCUMENTS D'EXECUTION

Les études d'EXE sont à la charge de chaque entreprise. Voir CCTP spécifique à chaque lot.

### 2.1.4 : SYNTHESE

La mission de synthèse sera assurée par le lot 02 (CVC)

### 2.1.5 : BRANCHEMENT CONCESSIONNAIRE DURANT LA PHASE CHANTIER

Dans le cadre du projet, le Maître de l'Ouvrage met à disposition des entreprises les adductions d'eau potable et d'électricité depuis les arrivées existantes.

A charge des entreprises depuis ces attentes de réaliser les différentes distributions, voir chapitre "installation chantier"

## 2.2 : RELATIONS AVEC LES SERVICES OFFICIELS ET CONCESSIONNAIRES

Les Entreprises doivent se mettre en rapport avec tous les services intéressés (Orange, ENEDIS, Collectivités, service des eaux, assainissement et en obtenir tous renseignements utiles pour l'exécution de leurs travaux.

Ils doivent se soumettre à toutes les vérifications et visites des agents de ces Services ou des Organisations désignés par eux (CONSUEL, CERQUAL désinfection des eaux, etc...). Ils doivent fournir tous les documents, toutes les pièces justificatives demandées.

Ils doivent :

- Obtenir tous les accords nécessaires, tant pour les installations faisant partie de la concession que pour les installations intérieures,
- Transmettre au Maître d'Ouvrage tous les renseignements qu'il a recueillis au cours de contacts et qui concernent, soit la construction, soit l'exécution des travaux qui ne sont pas à sa charge, soit l'exploitation des installations.
- Obtenir tous les certificats de conformité nécessaires de contrôle ou de vérification, signaler aux Services intéressés et dans les délais réglementaires, les dates de commencement et de terminaison de chacune de ses interventions.

Les Entrepreneurs doivent au moment opportun et de leur propre chef, effectuer toutes les démarches nécessaires auprès des Services compétents afin d'obtenir, en temps voulu, la mise en service des installations.

Ils doivent enfin se procurer et remplir les formulaires nécessaires, les faire signer par le Maître d'Ouvrage et les remettre aux Services intéressés.

Il est rappelé que les Entreprises sont responsables des contraventions de toute nature qu'elles peuvent encourir du fait de la non observation des règlements locaux de voirie et qu'elles doivent, en conséquence, faire toutes les démarches utiles auprès des services compétents.



## 2.3 : COMPTE PRORATA

Il n'est pas prévu de compte prorata sur le projet.

## 2.4 : COMPTE INTER ENTREPRISE

Les dépenses diverses inter entreprise feront l'objet d'une constatation contradictoire entre les entreprises concernées par le maître d'œuvre qui en assurera la répartition dans le cas où elles peuvent être individualisées et mises à la charge d'un entrepreneur

Dans l'hypothèse où des dégradations venaient à être constatées, les frais de sa remise en état seront imputés à l'entreprise responsable ou faute de responsable avéré, aux entreprises présentes sur le chantier au moment du sinistre constaté.

## 2.5 : DEGRADATIONS

Dans l'hypothèse où des dégradations venaient à être constatées, les frais de sa remise en état seront imputés à l'entreprise responsable ou faute de responsable avéré, aux entreprises présentes sur le chantier au moment du sinistre constaté.

Cela concerne :

- Les dégradations
- Les remise en état
- Les nettoyages

Les frais engendrés seront répartis entre les fautifs proportionnellement à leur part de marché sur le coût global des travaux au moment de la signature des contrats par le MOA. Ils seront déduits des situations de travaux.

## 2.6 : GARDIENNAGE

Le gardiennage du chantier n'est pas imposé aux entreprises. Il appartiendra aux divers lots de déterminer la nécessité d'assurer le gardiennage du chantier et d'en répartir la dépense si elles le souhaitent.

Il est rappelé que les entreprises sont responsables de leurs ouvrages respectifs jusqu'à la réception.

## 2.7 : UTILISATION ET ENTRETIEN DES VOIES ET ABORDS

L'Entrepreneur titulaire du lot SO-VRD a à sa charge pour toute la durée du chantier:

- L'établissement et l'entretien, sur les voies ouvertes à la circulation publique au droit des entrées et sorties de chantier, de la signalisation routière indispensable. A sa charge aussi le nettoyage des abords et chaussées de part et d'autre du chantier.
- L'entreprise devra prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter la propagation de poussière lors des opérations de terrassement, chargement et de transport.
- Tout dépôt de gravats, d'emballages ou autres devront être enlevés. L'écoulement et l'évacuation des eaux de pluies ne devront en aucun cas être gênés.

Tout manquement de l'entreprise à ces obligations entraîne de plein droit, après constatation et mise en demeure restée sans effet, dans un délai de 24 heures :

- La fermeture des accès de chantier
- Le nettoyage des voies, canalisations ou abords, et/ou le rétablissement de la signalisation par une autre entreprise au choix du Maître d'œuvre, aux frais et dépens de l'Entrepreneur

Afin d'éviter les dépôts de boue sur la voie publique, il est demandé de réaliser au lot SO- VRD des contrôles réguliers des voiries autour du chantier, notamment par temps de pluie, et si nécessaire, nettoyage (respect de l'article 99.7 du règlement sanitaire départemental)

## 2.8 : GESTION DES ACCES

Pour chaque phase de travaux, des portes provisoires seront installées par le Lot SO-VRD, elles seront équipées d'un canon européen avec molette coté restant en exploitation du CTI et pouvant être utilisées en issues de secours.

De ce fait, les circulations horizontales et verticales resteront libres de toute entrave à la circulation durant toute la durée des travaux.

Les locaux en phase chantier seront "ouverts" et "fermés" par l'organisme gérant les accès pour le compte du CTI, les horaires seront fixes. dans la plage suivante :

**Du lundi au vendredi de 07 h à 19 h**

**Le samedi exceptionnellement sur accord MOA de 07 h à 12 h**

**Le dimanche, impossibilité d'intervenir**

Dans l'hypothèse où les entreprises seraient dans l'obligation d'être présentes en dehors des heures habituelles (ex : retard dans l'exécution, travaux décalés, travaux décalés pour nuisances sonores...) elles devront faire la demande de dérogation des heures d'ouverture 72 heures à l'avance.

## 2.9 : EMPRISE CHANTIER

### 2.9.1 : PROTECTION DIVERSES

L'entreprise titulaire du lot SO-VRD veillera à la conservation des arbres situés dans l'emprise du projet. Les protections ad hoc seront posées et entretenues par l'entrepreneur.

Les racines et branches principales ne devront pas être abîmées et encore moins coupées. Les racines des arbres ne seront pas laissées à nu.

Des constats illustrés de photos devront être réalisés en début et fin de chantier afin de justifier de la bonne conservation des sujets. En cas de non-respect de cette clause, les arbres atteints seront remplacés à l'identique aux frais de l'entrepreneur défaillant.

Afin d'assurer le maintien de l'activité du MOA en toute sûreté et quiétude durant toute la durée du chantier, le lot GO-VRD assurera la mise en place et le maintien en bon état des clôtures de chantier, écrans, barrières, balisages, portes provisoires, etc ...

Selon les besoins le lot Electricité procurera au chantier un éclairage provisoire et en garantira le bon fonctionnement pour toute la durée des travaux.

### 2.9.2 : PROPRETE DU CHANTIER

Le chantier en lui-même et ses abords devront être maintenus en propres quotidiennement par les entreprises intervenant le jour même :

Les bennes à déchets seront maintenues couvertes afin d'éviter les envols de déchets et de poussières,

- Les cantonnements et les zones de travail seront nettoyés quotidiennement par les entreprises travaillant sur les aires concernées,
- Le matériel de ponçage et de découpe du bois utilisé sera muni d'un aspirateur (à la charge des entreprises concernées)
- Toutes les zones de circulation internes, y compris les zones d'entreposage, seront recouvertes de protections adaptées aux types de matériels recouverts (en particulier les bureaux, armoires stockées dans l'emprise des travaux – Plan à soumettre au CSPS)

### 2.9.3 : DECHETS / ENVIRONNEMENT

Le lot GO-VRD mettra en place 3 bennes et en assurera la gestion et les frais pour toute la durée du chantier. Chaque intervenant est responsable de ses déchets, de leur tri et leur dépôt dans les bennes.

Les déchets nécessitant tri spécifique, indépendamment des 3 bennes mises à disposition (pour exemple; déchets électroniques, ampoules, produits chimiques, peintures, etc.) seront évacués par chaque entreprise en décharge appropriée. Chaque intervenant aura les objectifs d'amélioration s'agissant de la gestion des déchets du chantier afin :

- D'en réduire le volume
- D'en promouvoir le tri

BET DIMA	Réf. Affaire	Phase	Indice	Date de l'indice	Rédacteur	Version	Page
	622	DCE	01	05/09/2025	DIMA	Définitive	15 / 28

- D'en assurer la traçabilité
- De les évacuer quotidiennement des locaux

Le non-respect des engagements entrainera pour les entrepreneurs concernés application de pénalités prévues au CCAP.

Les entreprises doivent décrire, l'organisation du chantier, les moyens mis en œuvre pour réduire les nuisances liées à leur activité) et le nom du responsable environnemental pour le chantier.

Un SOGED (Schéma d'Organisation de Gestion et d'Élimination des Déchets) est attendu pour chaque entreprise détaillant à minima les données suivantes :

Type de déchet	Quantitatif estimé pour le chantier	Moyen de collecte sur site	Filière d'évacuation et de traitement	Taux de valorisation (matière, ou thermique)

#### 2.9.4 : INTERDICTION

Il est rappelé qu'il est interdit de :

- Brûler les déchets sur le chantier (les feux de chantier sont interdits (loi du 13 juillet 1992))
- Abandonner ou enfouir un déchet (même inerte) dans des zones non contrôlées administrativement, comme par exemple des décharges sauvages
- Laisser des déchets spéciaux (pots de colle par exemple) sur le chantier ou les mettre dans les bennes de chantier non prévues à cet effet, et à fortiori, abandonner des substances souillées (vidanges d'huiles moteur, huiles de décoffrage,...)

#### 2.10 : PERMIS FEU

Dans le cadre du chantier, les responsables sécurité de chaque intervenant rédigeront les permis feus.

Ces permis seront signés par :

- Le responsable du chantier (désigné par le chef d'établissement et formé à l'utilisation des moyens de lutte contre le feu dans la zone des travaux)
- Le chef d'entreprise ou son représentant
- Le responsable de la sécurité dans l'entreprise
- L'opérateur lui-même (soudeur par exemple), qu'il s'agisse d'un employé de l'entreprise ou d'un intervenant extérieur.

Le permis de feu sera réévalué dès qu'un de ses éléments constitutifs a changé.

Il doit par exemple être renouvelé chaque fois que l'opérateur ou que la technique ou le point d'intervention change.

Sa durée de validité sera clairement indiquée sur le document.

Le permis de feu sera archivé et conservé pendant au moins 5 ans.

#### 2.11 : PROTECTION DES OUVRAGES DES ENTREPRISES

Chaque corps d'état est normalement responsable de la bonne conservation de ses ouvrages et équipements, il doit donc en assurer leur protection.

Les matériaux de protection (film plastique, cartonnage) seront enlevés en fin de chantier par l'Entrepreneur et évacués à ses propres frais.

L'Entrepreneur aura à sa charge tous les remplacements et toutes les remises en état qui s'avèreraient nécessaires jusqu'à la réception de ses travaux.

#### 2.12 : MOYEN DE LEVAGE

Des moyens de levage adaptés seront prévu lors des livraisons de matériels lourds ou encombrant.

Chaque entreprise aura à sa charge les moyens nécessaires aux livraisons (en dehors des heures de présence d'agents du CTI) ou de mise en place de ses équipements à mettre en œuvre.

### 2.13 : ECHAFAUDAGE

Il n'est pas prévu d'échafaudage et platelage commun.

Chaque entreprise devra la fourniture, le montage, le maintien, le démontage, l'entretien d'échafaudages et de platelages adaptés à ses propres travaux à réaliser ainsi que les bâchages, la protection et la mise en sécurité.

Avec validation d'un bureau de contrôle et avis du CSPS

### 2.14 : PERCEMENT-SCELLEMENT-CALFEUTREMENT

Les réservations, percements et trous pour scellements dans les ouvrages en béton et en maçonnerie seront faites par l'entreprise du lot SO dans la limite des stipulations particulières indiquées dans les marchés. Elle aura à sa charge également le calfeutrement de ces réservations après passage des corps d'état en respectant le degré coupe-feu de l'élément traversé.

Les percements non transmis à temps seront réalisés par l'entreprise du lot SO une fois l'ouvrage en place et seront à la charge de l'entreprise défaillante. Il en est de même pour les agrandissements et déplacements des percements.

Les frais engendrés seront à charge de l'entrepreneur fautifs n'ayant pas transmis sa demande à temps.

Pour les passages des canalisations dans les ouvrages en béton armé ou banché, les entrepreneurs concernés fourniront des fourreaux à l'entrepreneur de gros œuvre qui en assurera la pose et le scellement. Y compris manchettes souples.

Les scellements chimiques dans les voiles, dallages, longrines, et maçonneries sont à charge des lots concernés.

Si des percements sont demandés et non utilisés, ils seront rebouchés par le titulaire du lot SO à la charge de l'entreprise concernée.

Il est précisé que les calfeutrements de percements devront être parfaitement étanches à l'air.

			Réalisés par	A la charge de :
Percements (Fournis suivant le paragraphe ci-dessus dans les ouvrages en béton, béton armé, béton précontraint et maçonnerie.	Percements	> Diam 50 Ou > 50/50mm	Lot GO	Lot GO
		≤ Diam 50 Ou ≤ 50/50	Lot Concerné	Lot Concerné
	Calfeutrements	> Diam 50 Ou > 50/50mm	Lot GO	Lot GO
		≤ Diam 50 Ou ≤ 50/50mm	Lot Concerné	Lot Concerné
	Rebouchages	> Diam 50 Ou > 50/50mm	Lot GO	Lot GO
		≤ Diam 50 Ou ≤ 50/50mm	Lot Concerné	Lot Concerné

## **2.15 : REGLEMENTATION THERMIQUE**

### **2.15.1 : PERFORMANCES**

Le bâtiment respectera la Réglementation Thermique RT par éléments

## **2.16 : ECHANTILLONS**

Un local spécifique sera aménagé pour la présentation permanente des échantillons.

Tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux seront montés en panoplie disposés sur un présentoir et soigneusement fixés.

Les échantillons seront numérotés et inscrits sur un registre destiné à gérer les dates de présentation, les visas du maître d'œuvre.

Le registre comporte une case réservée à la signature de la maîtrise d'œuvre, laquelle sera seul juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier, et une case réservée pour la signature du maître de l'ouvrage qui manifestera ainsi son acceptation.

Pour tous les matériaux nouveaux, les entrepreneurs présenteront l'Avis technique du CSTB ou le cahier de charges validé par un bureau de contrôle.

Pour tous les matériaux, les entrepreneurs fourniront les documents officiels permettant au maître d'œuvre d'apprécier les comportements au feu.

Il est précisé que toute réalisation n'ayant pas fait l'objet par les entreprises concernées de remise d'échantillon préalable, dans le cadre du respect des délais de validation nécessaires, ou bien ayant eu un avis suspendu ou défavorable, fera l'objet de remplacement à ses frais des éléments non recevables ( y compris de toutes les incidences sur les autres corps d'états).



## 2.17 : INSTALLATION GENERALE DE CHANTIER

Lot 1	
	Distribution électrique des installations de chantier depuis TGBT
	Raccordements des installations de chantier depuis TGBT
	Raccordements des installations de la base vie depuis TGBT
	Contrôle des installations de chantier par un organisme de contrôle (avec PV)
	Coffrets de chantier à raison de minimum 4 coffrets par étages
	Eclairage de chantier des circulations et locaux
	Eclairage de sécurité de chantier des circulations et dégagements
	Equipements de sécurité de son personnel (EPI)
Lot 2	Tirages de plans de son lot pour les besoins du chantier (Duplicata exemplaire marché notamment)
	Distribution d'eau des installations de chantier depuis attente au niveau 1
	Mise en œuvre d'un évier dans la zone base vie
Lot 3	Equipements de sécurité de son personnel (EPI)
	Tirages de plans de son lot pour les besoins du chantier (Duplicata exemplaire marché notamment)
	Création des bases vie et stockage (y/c fermeture et sécurisation)
	Mise en œuvre des sanitaires de chantier durant les travaux sur les existants (4 WC minimum avec lavabo, 2 réservés au chantier et 2 réservés aux agents du CTI)
	Nettoyage du bureau de chantier et des installations communes d'hygiène (sanitaire, réfectoire, vestiaire, et tous locaux mis à disposition des entreprises par le MOA)
	Bennes à gravats et déchets pour l'ensemble des lots (minimum 3 bennes en rotations)
	Entretien des clôtures / accès chantiers / panneau de chantier pendant toute la durée du chantier y compris déplacement en cas de phasage.
	Tirages de plans de son lot pour les besoins du chantier (Duplicata exemplaire marché notamment)
	Nettoyage des abords de chantier
	Nettoyage des salissures de chantier sur la voirie publique et dans l'enceinte de l'établissement
	Gestion ouverture et fermeture chantier en collaboration avec l'entreprise de sécurité (Maître d'Ouvrage)
	Repliement des installations citées ci avant et remise en état des existants détériorés dans la mesure où les entreprises responsables ne peuvent être identifiées avec répartition des frais selon le chapitre sur les « Dégradations »
	Installation et location de matériel de chauffage dans le chantier en cas de nécessité pour respecter le planning
	Fourniture pose et entretien des installations de sécurité communes (gardes corps, protection trémies etc. ... ) pour toute la durée du chantier
	Location des installations communes au-delà du délai contractuel
	Vidange fosses septique des sanitaires (si non raccordés au réseau EU existant)
	Gardiennage suivant besoin du chantier si dégradation des accès du bâtiment par les entreprises (voir article 2.6 CCAP)
	Panneau de chantier
	Protection de la cabine ascenseur pendant la phase 2 du chantier

## 2.18 : ALIMENTATION DE CHANTIER

Les alimentations de chantier seront réalisées par les entreprises définies dans le tableau des limites de prestations.

Les branchements seront dimensionnés en fonction des besoins transmis par les entreprises en phase préparation de chantier.

## 2.19 : INSTALLATION ELECTRIQUE DE CHANTIER

Pendant toute la durée des travaux, l'Entreprise du Lot 01 devra mettre à la disposition de son personnel et de l'ensemble des corps d'état, des prises de courant, de l'éclairage normal et de secours.

Issue du TGBT du site, l'alimentation de chantier sera à l'origine de l'installation de chantier.

L'installation de chantier aura comme caractéristiques :

Construction et entretien de l'installation :

- Seuls les travaux effectués par du personnel compétent avec du matériel en bon état et adapté sont autorisés.
- Les armoires électriques ainsi que leurs dispositifs de protection doivent être choisis en adéquation avec leur environnement.
- La mise à la terre sera obligatoire.
- Les câbles d'alimentation doivent comporter un conducteur de protection incorporé.
- La surveillance des installations électriques sera obligatoire.
- Un dispositif de coupure d'urgence sera obligatoire pour tout circuit terminal et pour l'alimentation de chaque machine. Le choix et le réglage des dispositifs de protection doivent répondre aux exigences de la norme NF C 15-100.

L'installation de chantier devra respecter :

- Code du travail
  - Obligations de l'employeur pour l'utilisation des installations électriques des lieux de travail : articles R4226-1 à R4226-21
  - Obligations des maîtres d'ouvrage entreprenant la construction ou l'aménagement de bâtiments destinés à recevoir des travailleurs en matière de conception et de réalisation des installations électriques : articles R4215-1 à R4215-17
  - Opérations sur les installations électriques ou dans le voisinage : articles R4544-1 à R4544-11
  - Risques électriques sur les chantiers de bâtiment et de génie civil : articles R4535-11 et R4535-12
  - Distances minimales de sécurité : art. R. 4534-108 et R. 4534-109
- Arrêté du 10 octobre 2000
  - Fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications : périodicité, objet et étendue des vérifications des installations électriques et contenu des rapports relatifs à ces vérifications.
- Arrêté du 22 décembre 2011
  - Relatif aux critères de compétence des personnes chargées d'effectuer les vérifications périodiques des installations électriques et de mettre en œuvre les processus de vérification des installations électriques temporaires : compétence des personnes chargées des vérifications périodiques des installations électriques.
- Arrêté du 26 décembre 2011
  - Relatif aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants : processus et contenu des rapports de vérifications des installations électriques.
- Norme obligatoire NF C15-100 :
  - Installations électriques à basse tension.

L'installation générale de chantier comprendra :

- Les coffrets nécessaires aux matériels de chaque entreprise,
- L'installation électrique pour les besoins du cantonnement,
- L'installation d'éclairage normal et de sécurité.

BET DIMA	Réf. Affaire	Phase	Indice	Date de l'indice	Rédacteur	Version	Page
	622	DCE	01	05/09/2025	DIMA	Définitive	20 / 28

- Une pour l'alimentation électrique de la base vie
- Une pour l'alimentation électrique du chantier

Sont compris dans cette installation, les armoires électriques et réseaux de distribution.

Les prises seront regroupées dans des coffrets homologués « chantier » devront permettre le raccordement en toute sécurité du petit outillage électroportatif nécessaire à la réalisation des travaux par les divers intervenants.

Les coffrets seront montés sur pieds, ils seront à double paroi et munis d'un arrêt d'urgence (IP47).

Il y aura séparation de l'alimentation force et éclairage.

L'installation, l'entretien et la maintenance (y compris le remplacement des lampes) seront effectués par l'entreprise titulaire qui devra mettre à disposition un technicien qualifié pendant la totalité de la période d'activité du chantier.

Coffrets de chantier (à raison de 3 coffrets minimum par étages):

- L'entrepreneur devra la fourniture et la mise en place des coffrets IP 44-7, de type portatif, enveloppe isolante PVC avec 4 pieds caoutchouc, en nombre suffisant et comprenant :
  - ✚ 1 prise de courant 3Ph+N+T 32A,
  - ✚ 3 prises de courant Ph+N+T 16A,
  - ✚ 1 disjoncteur 3Ph + N – 32A/30mA - par prise de courant,
  - ✚ 1 disjoncteur Ph + N – 16A/30mA - par prise de courant,
  - ✚ Dispositif d'arrêt d'urgence,
  - ✚ Raccordements sur borniers.

Les coffrets d'alimentation portatifs seront conformes aux recommandations de l'OPPBTP, au décret sur la protection des travailleurs.

Durant le chantier, une vérification périodique sera effectuée annuellement au minimum. Toutes les vérifications font l'objet de rapports détaillés suivant les instructions réglementaires (arrêté du 26 décembre 2011).

Les documents obligatoires à tenir à disposition sur le chantier sont : le plan schématique du chantier indiquant notamment les passages des câbles enterrés, le registre de sécurité traçant les interventions, les rapports des vérifications initiales et périodiques, les justifications des travaux et les modifications effectuées afin de remédier aux défauts constatés dans les rapports.

#### 2.19.1.1 : Liaisons électriques :

Ces équipements seront exécutés conformément aux Normes NF – DTU

- Pour l'ensemble du projet, alimentation des coffrets de chantier par câble U1000R2V de section appropriée.

A la fin du chantier, l'ensemble sera déposé par le Lot 01

### **2.20 : ASCENSEUR EN PHASE CHANTIER**

L'ascenseur existant sera interdit d'accès pour les travaux des niveaux 1 et 3. Pour les phases 1 et 3

Lors de la phase concernant le niveau 2, l'ascenseur sera mis à disposition des entreprises exclusivement pour l'amenée des matériaux et en dehors des heures de travail des agents du CTI.

A ce titre, l'ascenseur sera protégé sur l'ensemble de la cabine et des portes par des panneaux OSB de 8mm minimum sur les parois. (à la charge du lot GO-VRD)

Les matériels et matériaux transportés ne devront en aucun cas dépasser les capacités de l'ascenseur.

## 3 : PRESCRIPTION DE MISE EN ŒUVRE

### 3.1 : CONDITIONS D'EXECUTION

En aucun cas les entrepreneurs ne pourront arguer de l'imprécision des pièces fournies, ou d'omission pour refuser d'exécuter dans le cadre de leur marché tout ou partie des ouvrages nécessaires au complet achèvement des installations. Il leur appartient d'apprécier l'importance et la nature des travaux et de proposer, grâce à leurs connaissances professionnelles, les modifications qui s'imposent pour obtenir une réalisation correcte des travaux.

### 3.2 : CONTRAINTES D'EXECUTION

- Aucune coupure de chaussées, réseaux ne doit être réalisée sans l'accord du Maître d'œuvre.
- Pendant la durée des travaux, chaque entrepreneur est responsable de la sécurité sur sa (ses) zone (s) de travail.
- A chaque fin de journée, aucun produit et outil ne devra rester sur le chantier, aucun local ne pourra être mis à la disposition des titulaires des lots pour stocker leurs produits et outils.

### 3.3 : MATERIAUX – CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE

Le projet sera réalisé avec des produits et procédés exclusivement certifiés dans les catégories en disposant aujourd'hui ou, à défaut, justifiant de caractéristiques équivalentes au sens de la recommandation T1-99 du GPEM établie en date du 7 octobre 1999 (justification de l'équivalence à fournir par le fabricant à la demande du Maître d'Ouvrage) :

Tous les isolants posséderont un certificat ACERMI ou ATEC ou ATEX

Les produits ou procédés mis en œuvre pour les façades et toitures, entrant dans le champ de l'avis technique en cours de validité ou de l'ATEX, devront bénéficier d'un avis technique ou d'un ATEX favorable aux conditions d'emploi de ce produit ou de ce procédé.

L'ensemble des FDES devront être transmises.

**Les matériaux de revêtement de mur et sol devront être étiquetés A (au sens de l'arrêté du 19 Avril 2011).**

**Les bois traités sont certifiés CTB-B+ ou les produits de traitement sont certifiés CTB-P+ ou équivalent.**

La durabilité naturelle ou conférée du bois sera adaptée à sa classe d'emploi

Il est entendu que les différents matériaux et procédés mis en œuvre seront conformes aux prescriptions des fabricants.

De même, seront respectés les prescriptions des différents DTU et avis techniques en cours de validité notamment en ce qui concerne la mise en œuvre et la compatibilité entre les différents composants, en particulier l'isolation thermique.

Les matériaux, produits ou équipements dont les caractéristiques d'aptitude à l'emploi ont été évaluées par un tiers indépendant doivent être utilisés systématiquement :

- Des matériaux, produits ou équipements contrôlés périodiquement et certifiés conformes aux normes, par un organisme certificateur accrédité[1] établi dans l'Espace Economique Européen. Le site d'AFOCERT (Association Française des Organismes de Certification des Produits de Construction), [www.afocert.fr](http://www.afocert.fr), renseigne sur les certifications de produits de construction existantes en France.
- Des produits intégrés à un procédé de construction innovant bénéficiant d'un Avis Technique ou d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'une Appréciation Technique d'expérimentation (ATex) ou d'un Pass innovation (voir <http://evaluation.cstb.fr/>).

A défaut, les matériaux, produits ou équipements doivent justifier de caractéristiques de performance équivalentes. La justification de l'équivalence est à fournir par le fabricant concerné.

BET DIMA	Réf. Affaire	Phase	Indice	Date de l'indice	Rédacteur	Version	Page
	622	DCE	01	05/09/2025	DIMA	Définitive	22 / 28

Les matériaux, produits ou équipements doivent bénéficier d'un certificat de conformité et/ou avis technique à jour (leur validité peut être vérifiée sur la liste des produits certifiés/évalués mise à disposition du public par l'organisme concerné).

### 3.4 : RECEPTION DE SUPPORT

Les tolérances seront conformes aux DTU et normes en vigueur.

En ce qui concerne les tolérances d'ouvrages en relation avec d'autres corps d'état intervenant après lui, chaque entrepreneur devra satisfaire aux tolérances et limites propres à ces corps d'état.

Avant tous débuts des travaux, les entrepreneurs devront réceptionner systématiquement les supports et vérifier particulièrement que :

- Les surfaces sont parfaitement planes,
- Les pentes, dessins de détails, plans et croquis approuvés sont respectés

Dans le cas où une entreprise viendrait à réaliser ses travaux sans réception préalable, il sera alors considéré comme ayant accepté une réception tacite des supports sans réserve.

Après réception ou réception tacite, l'entreprise fera son affaire de toutes différences pouvant subsister que ce soit dans le cadre des tolérances ou hors de ce cadre.

### 3.5 : TOLERANCES

En règle générale, les tolérances sont conformes aux D.T.U. et normes en vigueur, sauf cas particulier ci-après précisé :

Les tolérances sont données sous règles de 2 m et sous règles de 0.20m

Sauf indications contraires portées sur les plans de fabrication, les tolérances dimensionnelles maximum d'un élément plan sont les suivantes :

Horizontalité		Planéité		
Dénivellation sous règle de 2 m	Dénivellation cumulée à l'intérieur	Sous règle de 2 m	Sous règle de 0.20	Hauteur de saillie
3 mm	4 mm	3 mm	1 mm	0.5 mm

Les angles et les arêtes seront droits et ne devront présenter aucune ligne courbe ou brisée.

L'ensemble doit présenter une bonne planéité sans révélation de joints, que ce soit vu de face ou en lumière rasante, ni strie, déchirures, arrachements, surépaisseur de colle ou d'enduit et désaffleurement,

Les points particuliers sur les cloisons de doublage doivent faire l'objet de dispositions adéquates afin qu'en aucun cas l'isolation ne soit apparente et que l'étanchéité à l'air et à l'eau soit assurée.

En ce qui concerne les tolérances d'ouvrages en relation avec d'autres corps d'état intervenant après lui, l'Entrepreneur devra satisfaire aux tolérances et limites propres à ces corps d'état.

En cas de non-respect des tolérances ci-dessus définies, le Maître d'Œuvre définira les mesures à prendre qui s'imposeront à l'Entrepreneur, sans contestation possible et seront réalisées à ses frais et risques et périls.

### 3.6 : PRODUIT ET MATERIAUX

Tous les matériaux devront respecter les exigences du référentiel NF

Les entrepreneurs indiqueront la provenance et la qualité des produits et matériaux qu'ils vont employer sur le chantier, les modalités de transport et de stockage de ces produits et matériaux.

Les produits et matériaux manufacturés seront livrés dans leurs emballages d'origine sur lesquels on pourra distinctement lire les marquages du fabricant :

- Nom commercial
- Certificat
- Avis technique en cours de validité (qui devra être fourni en totalité)



- Destination du produit
- Indications relatives à l'emploi
- Dates de fabrication, caractéristiques dimensionnelles et performantielles

### 3.7 : CONTROLE INTERNE

Chaque entreprise définira le programme de contrôle interne en précisant les dispositions prévues sur chantier pour en assurer le respect et indiquera le nom de la personne qui sera chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre. Ce programme devra être approuvé par le Contrôleur Technique.

Le contrôle interne auquel est assujettie l'entreprise doit être réalisé à différents niveaux :

- **Au niveau des fournitures** : l'entreprise s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché,
- **Au niveau du stockage** : l'entreprise s'assurera que les fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement protégées,
- **Au niveau de l'interface entre les corps d'état** : l'entreprise vérifiera, tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou exécutés par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses prestations,
- **Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre** : le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux DTU et aux Règles de l'Art.
- **Au niveau des essais** : l'entreprise réalisera les vérifications ou essais imposés par le DTU et les règles professionnelles, les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites du marché ou demandés par le Contrôleur Technique, le Maître d'Œuvre ou un service administratif.

### 3.8 : ESSAI ET CONTROLES A.Q.C.

Concernant les installations techniques, les Entreprises devront effectuer à leur charge, préalablement à la réception, les essais et vérifications de fonctionnement.

Les procès-verbaux devront être rédigés sous la forme définie par l'Agence Qualité Construction.

<https://qualiteconstruction.com/aqc/>

Ils seront envoyés en nombre d'exemplaires suffisant au Bureau de Contrôle.

De plus, l'Entreprise de chauffage devra exécuter, au cours de la première saison de chauffe, les essais et vérifications mentionnés par l'AQC

Concerne notamment les lots VRD, fluides, réseaux techniques et ascenseur.

## 4 : RECEPTION

### 4.1 : DOCUMENTS TECHNIQUES DE FIN DE TRAVAUX

Avant la réception, l'entreprise remettra au maître d'œuvre son D.O.E. : Dossier des Ouvrages Exécutés sur 1 clef usb reproductibles et 2 exemplaires en version papier.

Ce document doit comprendre les éléments suivants :

- Les notes de calcul, plans et schémas actualisés
- Les plans et schéma en DWG et PDF
- Une note méthodologique et technique d'exécution tenant compte des mitoyens.
- Les plans de montages et de chantier
- Les procès-verbaux de classification et de certification
- Les fiches techniques des matériaux et produits utilisés
- Les notices de fonctionnement et d'entretien des installations et équipements en langue française
- L'ensemble des essais et PV AQC (ex COPREC)
- Les bordereaux d'approbation du Bureau de Contrôle
- La liste des matériels et équipements y compris coordonnées des fournisseurs
- Les certificats de conformité
- Les certificats de garantie

A la réception des travaux, le Maître de l'Ouvrage ou son représentant prend en charge la conduite, la maintenance et l'entretien des installations.

Il appartient à l'installateur d'informer l'utilisateur sur le fonctionnement de l'installation, sur sa conduite et sur les travaux de maintenance et d'entretien qui sont un gage de pérennité des ouvrages.

Une proposition de contrat de Maintenance devra être fournie pour les installations, intégrant un prix minoré pendant la période de GPA, prenant en compte les garanties contractuelles dues par les Entreprises.

L'information verbale de l'utilisateur sur le site pendant la durée nécessaire devra s'appuyer sur les documents écrits ou graphiques. Toutefois sur demande du maître d'ouvrage, une notice technique pourra être demandée, celle-ci indiquera l'ensemble des informations permettant la conservation des ouvrages réalisés.

### 4.2 : DIUO

Le Dossier d'Intervention Ulérieure sur Ouvrage prévu à l'article L. 4532 – 16 (créé par décret n°2008 – 244 du 7 mars 2008) du Code du Travail, et défini par l'article R 4532 – 95 est un dossier rassemblant toutes les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures afin de mieux intégrer les conditions de sécurité de ceux qui auront à en assurer l'entretien au sens des travaux normalement prévisibles, pour maintenir l'ouvrage en bon état.

Le D.I.U.O. constitue une pièce essentielle de la vie future de l'ouvrage, jusqu'à sa démolition ou un changement conséquent de sa structure ou de sa destination.

Il intègre notamment le dossier technique amiante défini par les articles R 1334 – 22 et 28 du Code de la Santé Publique.

Pour des bâtiments destinés à recevoir des travailleurs, il comporte le dossier de maintenance des lieux de travail défini à l'article R 4211 – 3 du Code du Travail.

Le D.I.U.O. rassemble sous bordereau tous les documents fournis par les constructeurs, notamment le Maître d'Œuvre, tels que les plans, les schémas, les notes techniques, les notices d'utilisation et d'entretien, les fiches techniques et de sécurité des produits utilisés. (Articles R 4212 – 7, R 4213 – 4 et R 4215 – 3 du Code du Travail) ; ainsi que le dossier de maintenance des lieux de travail.

BET DIMA	Réf. Affaire	Phase	Indice	Date de l'indice	Rédacteur	Version	Page
	622	DCE	01	05/09/2025	DIMA	Définitive	25 / 28

En fin de chantier, le prestataire fournira un DIUO au SPS, décrivant les opérations de maintenance et les moyens à mettre en œuvre pour les exécuter :

Ce dossier comportera les dispositions prises pour notamment (liste non exhaustive) :

- Faciliter l'entretien des façades : moyens d'arrimage et de stabilité d'échafaudage ou de nacelle.
- Faciliter les travaux d'entretien intérieur : le ravalement des halls de grande hauteur, les accès aux machineries d'ascenseur, les accès aux canalisations en galerie technique ou en vide sanitaire.

Et tous les documents qui pourraient être annexés au D.I.U.O à savoir :

- Notice de montage ou de démontage de matériel
- Notice de fonctionnement
- Plans, coupes et schémas explicatifs
- Note de calculs diverses
- Composition de matériaux
- Référence de matériaux ....

#### **4.3 : GARANTIE DE PARFAITE ACHEVEMENT**

Au titre de la garantie de parfait achèvement, le titulaire du marché de travaux est tenu de supprimer des désordres affectant l'ouvrage dont la construction lui a été confiée par le maître d'ouvrage pendant une durée de 1 an après la réception des ouvrages.

Les éventuels constats d'achèvement partiel de travaux ne font pas courir le délai de garantie qui ne court qu'à compter de la date d'effet de la réception de l'ensemble des travaux. Le titulaire reste ainsi tenu par son obligation contractuelle à l'égard du maître d'ouvrage.

## 5 : LIMITE DE PRESTATIONS

### **NOTA :**

*L'énumération faite dans le document, des différentes limites de prestations, n'est donnée qu'à titre indicatif et ne présente en aucun cas un caractère limitatif ou restrictif. Les entrepreneurs de chaque lot devront se coordonner, afin de garantir le parfait et complet achèvement des travaux de leur spécialité, nécessaires à la réalisation des ouvrages*

	Lot chargé de la prestation									
	Lot 01		Lot 02		Lot 03		MOE		MOA	
	Demande	Action	Demande	Action	Demande	Action	Demande	Action	Demande	Action
<b>TRAVAUX</b>										
Electricité de l'Installation de chantier		X								
AEP installation de chantier				X						
EU/EV installation de chantier						X				
Diffusion PPSPS et visite d'inspection commune (avec CSPS)		X		X		X				
Déménagement de mobilier avant travaux										X
Demande de Déménagement ponctuel de mobilier	X		X		X					
Validation de Déménagement ponctuel de mobilier								X		X
Déménagement et protection ponctuel de mobilier		X		X		X				
Equipements base vie						X				
Equipement zone de stockage						X				
Sécurisation des base vie et stockage						X				
Protection des équipements immobiliers du MOA						X				
Protection des équipements mobiliers du MOA		X		X		X				
Clôtures de chantier (intérieures et extérieures)						X				
Nettoyage journalier des postes de travail (pour son lot)		X		X		X				
Nettoyage journalier général						X				
Demande de percements ou de réservations	X		X							
Exécution des percements ou de réservations						X				
Sécurité collective Générale						X				
Sécurité collective particulière		X		X		X				
Sécurité individuelle		X		X		X				
Condamnation électricité		X								
Consignations et condamnation eau évacuations et réseaux aérauliques				X						
Dépose eau évacuations et réseaux aérauliques lors du curage			X			X				
Sécurisation des équipements terminaux		X		X		X				
Dépose équipements particuliers sur faux plafond (hors curage)		X		X						

Demande de percements dalle de faux plafond/Plancher	<b>X</b>		<b>X</b>							
Percements dalle de faux plafond/Plancher						<b>X</b>				
Demande de puissances électriques lots tiers	<b>X</b>									
Diffusion puissances électriques (pour leur lot)			<b>X</b>			<b>X</b>				
Amenée des différents câbles d'alimentations		<b>X</b>								
Raccordement des câbles d'alimentations (pour leur lot)		<b>X</b>		<b>X</b>		<b>X</b>				
Demande de diffusion des points GTC	<b>X</b>									
Diffusion des points GTC (type et nature)				<b>X</b>		<b>X</b>				
Câblage des points GTC		<b>X</b>								
Raccordement des points GTC (pour son lot)		<b>X</b>		<b>X</b>		<b>X</b>				
<b>ORGANISATION CHANTIER</b>										
Réunion de chantier hebdomadaire		<b>X</b>		<b>X</b>		<b>X</b>		<b>X</b>		<b>Non obligatoire</b>
Compte rendu de réunion de chantier								<b>X</b>		
Compte rendu OPC								<b>X</b>		
Pointage planning d'exécution		<b>X</b>		<b>X</b>		<b>X</b>		<b>X</b>		<b>Pour info</b>
Rédaction d'OS (exécutoire ou non)								<b>X</b>		
Exécution des marchés		<b>X</b>		<b>X</b>		<b>X</b>				
<b>RECEPTION</b>										
Autocontrôle des installations avant OPR		<b>X</b>		<b>X</b>		<b>X</b>				
Fourniture de documents de fin de chantier		<b>X</b>		<b>X</b>		<b>X</b>				
Vérification conjointe avec contrôleur technique		<b>X</b>		<b>X</b>		<b>X</b>				
Demande de réception		<b>X</b>		<b>X</b>		<b>X</b>				
OPR		<b>X</b>		<b>X</b>		<b>X</b>		<b>X</b>		
Proposition de réception							<b>X</b>			
Nettoyage final avant reception (pour chaque phase)						<b>X</b>				
Réception		<b>X</b>		<b>X</b>		<b>X</b>		<b>X</b>		<b>X</b>